

BUDAPEST :

L'effritement du monolithisme et le "socialisme" national

La Conférence de Budapest n'est pas encore terminée au moment où nous écrivons cet article. Les discours qui y ont été prononcés n'ont pas encore été intégralement publiés. Nous aurons donc à revenir sur l'ensemble de ses travaux. Cependant, on peut dire de façon certaine que, quelle que soient les décisions qui y seront prises, cette conférence constitue du fait du départ des Roumains, un échec pour Moscou et les directions qui soutiennent le Kremlin. Car la venue des Roumains à cette conférence avait été considérée comme un premier succès sur le voie du rassemblement des appareils communistes contre les forces centrifuges, attisées en partie par les Chinois.

Les Roumains étaient-ils venus avec l'intention de trouver un prétexte pour faire un scandale, ou bien avaient-ils reçu des promesses et ont-ils été dupés, comme ils le prétendent ? En l'absence d'informations autres que celles qui ont été publiées, le doute existe ; cependant, nous pencherions plutôt pour la seconde hypothèse. En effet, nous ne voyons pas l'intérêt qu'auraient eu les Roumains à agir de façon aussi tortueuse pour aggraver des rapports avec les Soviétiques qui ne sont déjà pas des meilleurs. Par contre, amenés à Budapest par des promesses rassurantes, on peut comprendre que les Soviétiques aient cherché à faire pression sur eux, par personne interposée, sur un point où ils sont particulièrement faibles : la question du conflit israélo-arabe.

Le Syrien Bagdache est un vieux stalinien (formé à l'école de Maurice Thorez) et ce n'est pas la première fois qu'il se livre à une opération de ce genre.

Il se tiendra probablement une conférence autour de la fin de l'année, mais d'ores et déjà, après le départ des Roumains, d'autres délégations — dont celle des Italiens — ont dit qu'il ne fallait plus critiquer d'autres partis, ni adopter un document général commun, etc. Autrement dit, après ce départ, en assiste à une réserve plus grande, ce qui aura pour résultat de n'aboutir qu'à de vagues déclarations sans portée, chacun ayant ensuite la liberté de les interpréter à sa façon.

La Conférence de Budapest était une tentative pour enrayer la désagrégation du monolithisme et donner une apparence d'unité des appareils du plus grand nombre de parti communistes. Le résultat est à l'opposé de cet objectif. Et il ne s'agit pas là de la conséquence réparable d'une fausse manœuvre. Nous avons à maintes reprises indiqué les raisons de cette désintégration du monolithisme stalinien. Fondamentalement, celui-ci était le produit d'un resserrement bureaucratique autour du Kremlin dans une période de reflux de la révolution. Cette période est aujourd'hui révolue, en dépit des aléas inévitables dans l'affrontement de la révolution et de la contre-révolution. Ceux qui sont aux prises avec l'impérialisme directement comme les Vietnamiens, les Cubains, les Coréens, n'étaient pas là. Les Cubains qui ne cachent pas leur intentions d'aider les forces révolutionnaires en Amérique latine avaient organisé une conférence internationale, celle de l'OLAS, où ils ne se sont pas embarrassés de considérations diplomatiques. Les Chinois, en dépit de leur bureaucratisme monstrueux, ne sont pas prêts à s'entendre avec des bureaucrates dont pour le moins, ils ne

sont pas sûrs qu'ils seront à leurs côtés en cas d'agression impérialiste.

Dans ces conditions, à Budapest, il y avait les partisans de la « coexistence pacifique » et encore pas tous, car certains, comme les Yougoslaves, maintenant les Roumains, vont au bout de ce « socialisme dans un seul pays », cette conception qui est leur dénominateur commun. Sur la voie du réformisme, d'une sorte de « social-démocratisation », leur conférence internationale ne pouvait manquer d'avoir les traits de l'Internationale socialiste, de cette « Internationale » qui ne sert à rien, dont les participants ont des rapports de type diplomatique, c'est-à-dire d'hypocrisie aimable jusqu'au jour où un conflit éclate entre eux.

La faillite de Budapest a trouvé son expression la plus crue à propos de la guerre du Vietnam. Elle a été précédée d'un tournant en paroles de la part des directions des Partis communistes en faveur de la victoire du Vietnam. La Conférence a envoyé aux Vietnamiens un salut sans vigueur. Mais ces partis qui englobent des millions de travailleurs n'ont pas même décidé de faire ce que poursuivent depuis des mois et des mois des étudiants et des organisations en majorité composées de jeunes aux Etats-Unis, au Japon, en Europe occidentale, sans parler des pays coloniaux. Budapest, une conférence de bureaucrates qui ne parviennent même plus à garder leur unité d'antan. De nouvelles directions révolutionnaires se forment ailleurs.

Le 4 mars 1968

Pierre FRANK.

TCHÉCOSLO

Quand les filou

AMO

D'UN PROCESS

Dans nos précédents numéros, nous avons attiré l'attention sur les manifestations, de plus en plus nombreuses en Union soviétique et dans les Etats ouvriers d'Europe orientale, de ditricutes entre les autorités et diverses couches de la population, plus particulièrement l'intelligentsia et la jeunesse estudiantine. Rappelons, pour l'Union soviétique, l'appel Litvinov-Bogoraz à la suite du procès Guinzbourg. Litvinov a été chassé de son emploi pour... infraction à la discipline syndicale et il aurait été convoqué à la police à plusieurs reprises. Il y aurait eu aussi, de la part de Litvinov et de ses amis, un appel à la Conférence de Budapest : peuvent-ils espérer être là mieux entendus qu'à Moscou ? En Pologne, les écrivains résistent aussi contre la censure qui s'attaque à des classiques polonais vieux de plus d'un siècle. En Yougoslavie, résistance aussi des intellectuels qui, dans leur domaine, ne voient guère le fameux « dépérissement » de l'Etat.

Pour caractériser le pouvoir bureaucratique, rien ne vaut ce discours de Zimyanine, rédacteur en chef de la Pravda que nous publions par ailleurs. Ce discours a été prononcé devant un public choisi de Leningrad, mais ce discours a filtré et circule sous le manteau en Union soviétique. Aucun commentaire n'est nécessaire à ce texte sur lequel on peut être sûr que les Aragon feront silence. Que diront-ils aussi de cet article de la Pravda qui défend le procès Guinzbourg en le comparant aux « procès de Moscou » contre les trotskystes ?

Curieusement, l'Humanité n'est pas très prolix non plus à propos d'un autre pays, la Tchécoslovaquie, où les événements ont donné lieu à un changement de gouvernement. On ne peut égaler ces événements à ceux de Pologne ou de Hongrie en 1956. Cependant, il y a eu une grève des intellectuels, les étudiants sont descendus dans la rue ; en Slovaquie on a procédé en quelque sorte à de la résistance passive.

CUBA : la condamnation

La condamnation d'Anibal Escalante par le Comité central du PC cubain n'est qu'un nouvel épisode de la lutte serrée qui ne cesse de se développer dans le mouvement communiste international et ne peut être jugée correctement qu'en tenant compte du contexte spécifique dans lequel elle a eu lieu.

Il est connu de tout le monde que les rapports entre Cuba et l'URSS, de même que les rapports entre Cuba et les parus communistes d'Amérique latine, ont subi des changements multiples depuis la victoire du mouvement de Fidel Castro. Des facteurs conjoncturels ont joué dans un sens ou un autre. Mais ce qui a opéré et opère fondamentalement, c'est la contradiction permanente qui réside dans le fait que d'une part Cuba (en tant qu'expression la plus avancée des tendances révolutionnaires des années 1960), entre nécessairement en conflit avec le système bureaucratique conservateur dirigé par l'URSS, et que d'autre part Cuba ne peut pas faire abstraction de l'aide économique et militaire soviétique (l'URSS ne pouvant envisager un écrasement éventuel du pouvoir révolutionnaire qui aurait des répercussions très défavorables pour elle sous l'angle aussi bien stratégique que politique).

La Conférence tricontinentale au début de l'année 1966 avait marqué l'effort maximum de part et d'autre pour réaliser un accord tant soit peu viable. Mais la constatation rapidement faite par les dirigeants cubains de l'impossibilité d'amener les partis communistes latino-américains à une stratégie de lutte révolutionnaire, qui représentait pour eux une nécessité vitale, entraîna de nouvelles confrontations et de nouveaux conflits, dont les décisions de la Conférence de l'OLAS furent l'aboutissement logique. A partir du mois d'octobre 1967, la lutte entra dans une nouvelle étape : la mort de Che Guevara et l'échec sérieux subi par la guérilla en Bolivie étaient immédiatement et cyniquement exploités par les bureaucrates des partis communistes soutenus par Moscou, qui lançaient une contre-attaque sur toute la ligne. Si la cible essentielle de cette offensive était évidemment la stratégie pour l'Amérique latine et la conception de la guérilla, la politique intérieure cubaine était également visée, les conceptions de base castristes ne cessant de se différencier des conceptions dominantes en URSS et dans les démocraties populaires européennes (de même d'ailleurs que des conceptions chinoises). Cette dernière critique était partiellement facilitée par les difficultés que l'économie cubaine con-

nait incontestablement et qu'elle connaîtra sans doute aussi longtemps que subsistera la situation actuelle de blocus et d'isolement par rapport au continent latino-américain.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les décisions du Plénum du CC de fin janvier, décision que l'équipe fidéliste — on peut en être sûr — n'a pas pris de galeté de cœur et qui impliquaient en tout cas un choix très difficile. Il est significatif d'ailleurs qu'en même temps le CC condamnait Escalante et sa *microfraction* et décidait de ne pas envoyer de représentants à la réunion internationale imminente des partis communistes à Budapest.

Les événements de 1961-62 avaient déjà mis suffisamment en lumière la nature de la tendance exprimée par Escalante. Personne n'a oublié le fameux discours de Fidel contre le sectarisme, dans lequel était posée d'une façon très claire et vigoureuse la nécessité d'une lutte opiniâtre contre les tendances bureaucratiques. Il n'y a pas de raisons sérieuses de douter qu'une fois revenu à Cuba après son exil doré, Escalante a continué à défendre ses conceptions en s'efforçant de préparer une rentrée dans les postes de direction.

Le rapport présenté au Comité Central par Raul Castro fournit toute une série d'informations et de textes qui, dans l'ensemble, constituent un tableau cohérent. On peut s'interroger sur tel ou tel détail, ou même considérer que telle ou telle critique n'est pas entièrement justifiée ; mais il ressort incontestablement de ce texte qu'Escalante et ces amis étaient partisans d'orientations tout à fait opposées à celles des dirigeants actuels et très proches des conceptions défendues par le secteur du mouvement communiste qui est sous l'influence soviétique. Ce qui frappe d'ailleurs ceux qui rappellent d'autres textes de condamnation analogues, c'est que le rapport en question permet de comprendre très clairement que les adversaires avaient une conception globale avec sa propre logique interne et qu'ils s'étaient même fixés des perspectives assez concrètes. Ce rapport évite de recourir à des déformations grotesques et à plus forte raison de décrire les personnes visées comme des monstres inspirés par les dessins les plus abominables (1).

Voici, très synthétiquement, les points essentiels de la plate-forme du groupe d'Escalante :

1) le groupe dirigeant actuel a une ligne qui s'éloigne de plus en plus de l'URSS qui, en tant que pays

aux plus grandes responsabilités, doit normalement jouer un rôle hégémonique dans le camp des pays du socialisme. Les critiques contre l'URSS doivent être repoussées, par exemple en ce qui concerne l'aide au Vietnam et l'attitude à l'occasion de la crise au Moyen-Orient, mais aussi à propos de son orientation en Amérique latine (Escalante critiquait les discours de Fidel du 26 juillet 1966 sur l'aide soviétique au Chili, au Brésil, etc. et estimait que l'intervention soviétique en Amérique latine sur ce terrain portait en réalité des coups à l'impérialisme).

2) La stratégie de lutte armée avancée par l'OLAS est aventuriste et ne correspond pas aux situations objectives et subjectives existantes. Le PC cubain, en fait, suit « une ligne trotskyste d'exportation de la révolution ».

3) Une tendance claire est esquissée par des dirigeants, en particulier par certains d'entre eux, d'une collaboration avec le capitalisme français dont on enjolive la politique (2).

4) En ce qui concerne la politique intérieure, l'économie souffre d'une carence de planification. En agriculture, notamment par rapport à la production sucrière, on a fixé des objectifs impossibles à atteindre, on avance des conceptions erronées en mettant notamment l'accent sur les stimulants moraux qui exigent un niveau de maturation des masses beaucoup plus élevé que celui qui existe effectivement. Les syndicats ne remplissent pas leur fonction de propulsion économique et les organismes dirigeants du parti n'ont pas un fonctionnement normal.

Ernesto Che Guevara était particulièrement visé par les partisans de la *microfraction* et c'est surtout à son égard qu'ils utilisaient la caractérisation de « trotskyste » considérée comme la plus discréditante possible. Mais la caractéristique pour ainsi dire sociologique la direction fidéliste dans son ensemble n'était aucunement plus flatteuse : d'après les escalantistes, les événements de 1962 avaient signifié la défaite de la tendance prolétarienne et la victoire d'une tendance petite bourgeoise qui, en dernière analyse, aurait amené une restauration du régime antérieur à 1959.

Le rapport de Raul Castro s'inspire d'une prudence compréhensible quand il traite des rapports de la microfraction avec les représentants de l'URSS et d'autres Etats ouvriers. Toutefois, on y trouve des indications multiples et explicites sur les rapports qu'entre-